

veut mettre en pratique les recommandations formulées par son groupe d'étude,—recommandations qui l'ont d'ailleurs forcé à remettre sa démission—de se ranger du côté des créditistes pour régler d'abord le problème financier et, ensuite, celui de l'habitation.

Monsieur l'Orateur, nos familles manquent d'endroits où se loger. Les jeunes qui veulent se marier sont obligés de s'entasser dans des logements insalubres...

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

La Chambre consent-elle à ce que l'honorable député continue ses remarques?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): L'honorable député de Shefford a la parole.

M. Rondeau: J'essaierai d'être bref, monsieur l'Orateur.

Les jeunes ont besoin de logements. Les députés sont aux prises avec les mêmes problèmes. On laisse le bois pourrir, alors que les gens manquent de logements. Les chômeurs vivent des prestations d'assurance-chômage, alors qu'ils pourraient construire des logements. La population attend, lassée d'entendre des vœux pieux comme on en a entendu à la Chambre depuis dix ans.

[Traduction]

M. Tom H. Goode (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord féliciter le ministre d'État chargé de l'habitation (M. Andras) de l'excellent travail qu'il a accompli. Il a fait preuve d'un intérêt réel pour la population urbaine du Canada.

Trop souvent nous oublions que nos villes se composent de personnes qui y travaillent et y vivent. On a tendance à penser aux régions urbaines en fonction du nombre de maisons, d'appartements, de bureaux, d'industries et de voies rapides. Le ministre n'est pas tombé dans le piège et il s'est penché sur les besoins de ceux qui, ayant des revenus moins élevés, ont désespéré dans le passé de se loger convenablement à un prix raisonnable. Sous la direction du ministre, le nombre de maisons accessibles aux familles à faibles revenus et à nos citoyens âgés a augmenté de façon sensible et continuera d'augmenter.

Toutefois, chose certaine, le nombre total des mises en chantier a baissé de façon impardonnable. Certains d'entre nous ne devraient pas s'en étonner. Il était malheureusement évident depuis des mois que le nombre de mises en chantier cette année serait faible. Les raisons de cet état de choses

[M. Rondeau.]

sont simples, même si les solutions ne le sont pas: l'inflation, l'argent cher, et les conflits ouvriers. Néanmoins, même lorsqu'il est devenu évident qu'une aide massive serait nécessaire pour atteindre cette année l'objectif de 1.1 million de logements fixé par le Conseil économique pour 1970-1975, le gouvernement n'a pas réagi. J'aurais compris cela si les fonds nécessaires n'avaient pas été disponibles. Mais lorsque je constate que des millions de dollars sont consacrés au programme Lift, que le gouvernement met à la disposition des gouvernements provinciaux 300 millions de plus qu'il était d'abord prévu pour l'année financière en cours et que de grosses sommes sont dépensées pour des programmes d'expansion régionale, je sais que cet argent serait disponible si le gouvernement le jugeait souhaitable. Il s'agit ici d'une question de priorité. Le gouvernement devrait sûrement considérer l'habitation et les affaires urbaines comme étant prioritaires. Il ne donne toutefois pas cette impression. Pourquoi? Je crois, monsieur l'Orateur, que bien des gens sont à blâmer. Premièrement, je dois admettre qu'une partie du blâme retombe sur les députés de l'arrière-ban de notre parti, y compris moi-même, parce que nous aurions pu nous lever plus souvent pour aborder ouvertement le sujet des affaires urbaines au lieu de rester passifs pendant que les députés siégeant sur les premières banquettes imputaient l'inflation à l'habitation. Il y a bien quelques exceptions—le député de York-Ouest (M. Givens) et le député de Calgary-Sud (M. Mahoney) entre autres—mais, règle générale, les députés de l'arrière-ban de notre parti ne se sont pas ralliés à la cause des villes.

• (3.30 p.m.)

Deuxièmement, je blâme les partis de l'opposition. Tout gouvernement a besoin d'être aiguillonné, y compris celui-ci. Malheureusement, il semble que l'opposition patauge plus qu'elle n'aiguillonne. Certains députés comme celui de Hamilton-Ouest (M. Alexander) et celui de Halifax-East Hants (M. McCleave) ont fait des suggestions concrètes au gouvernement et ont tenté de signaler à leurs collègues l'importance de la crise du logement. De toute évidence, leurs efforts sont restés vains car, chaque jour, cette enceinte résonne aux discours de députés qui parlent de la graine de colza et du fantôme du *Newfie Bullet*.

Pour persuader le gouvernement de l'importance du problème de l'habitation, tous les intéressés devraient s'activer, dans la mesure du possible, à infléchir les décisions. Où se